

Délibération n° 97-87 APF du 29 mai 1997 portant création de la direction des affaires foncières

Paru in extenso au journal officiel n°24 N du 12/06/1997 à la page 1128

Version en vigueur au 25/12/2020

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié relatif à la formalité de l'enregistrement dans les Etablissements français de l'Océanie et les états du protectorat des îles de la Société et les textes subséquents ;

Vu les dispositions du code civil, notamment son titre XVIII pour celles applicables à la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer, en son article 38 ;

Vu le décret n° 97-12 du 6 janvier 1997 portant application de l'article 38 de la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'outre-mer, relatif à la commission de conciliation obligatoire en matière foncière en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 21 novembre 1867 créant à Papeete un bureau de conservation des hypothèques et rendant applicable l'ordonnance du 22 novembre 1822 concernant l'organisation du régime hypothécaire à l'île de Bourbon, ainsi que le sénatus-consulte du 7 juillet 1856 sur la transcription en matière hypothécaire à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion ;

Vu le décret du 27 janvier 1855 sur l'administration des biens vacants, rendu applicable par le décret du 31 juillet 1867 ;

Vu l'arrêté du 13 août 1867 étendant à Tahiti les dispositions réglementaires sur la comptabilité du service, rendu applicable par le décret du 31 juillet 1867 ;

Vu la délibération n° 85-1056 AT du 27 juin 1985 complétant l'arrêté du 15 novembre 1873 relatif à la formalité de l'enregistrement ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition de biens immobiliers dépendant du domaine privé ou du domaine public du territoire ;

Vu le décret n° 91-1197 AT du 27 juin 1991 modifié organisant la profession d'avocat, promulgué par arrêté n° 59 DRCL du 22 janvier 1992 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique applicable à la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-126 AT du 13 décembre 1990 fixant le mode et les formalités d'établissement, de rénovation et conservation du cadastre sur le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 215 du 8 octobre 1873 modifié portant organisation de l'assistance judiciaire dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 181 CM du 14 février 1997 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 614-97 APF/SG du 20 mai 1997 portant convocation en séance des conseillers territoriaux ;

Vu le rapport n° 86-97 du 27 mai 1997 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Dans sa séance du 29 mai 1997,

Adopte :

Article 1er *Rédaction issue de Arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020*

Il est créé une direction des affaires foncières qui met en œuvre les lois et règlements et les décisions du gouvernement relatifs à la propriété et aux droits immobiliers des personnes morales et physiques. Elle administre les biens de la collectivité publique.

Art. 2 *Rédaction issue de Arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020*

Article supprimé

Art. 2-1 *Rédaction issue de Arrêté n° 349 CM du 26 mars 2020*

Article supprimé

Art. 3 *Rédaction issue de Arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020*

Article supprimé

Art. 4 *Rédaction issue de Arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020*

Article supprimé

Art. 5 *Rédaction issue de Arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020*

Article supprimé

Art. 5-1 *Rédaction issue de Arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020*

Article supprimé

Art. 6 *Rédaction issue de Arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020*

Article supprimé

Art. 7 *Rédaction issue de Arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020*

Article supprimé

Art. 8 *Rédaction issue de Arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020*

Article supprimé

Art. 9 *Rédaction issue de Arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020*

Article supprimé

Art. 10 *Rédaction issue de Arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020*

Article supprimé

Art. 11 *Rédaction issue de Arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020*

Article supprimé

Art. 12 *Rédaction issue de Arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020*

Article supprimé

Art. 13 *Rédaction issue de Arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020*

Article supprimé

Art. 14

Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Eugène BESSERT.

Le président,
Justin ARAPARI.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Délibération n° 97-87 APF du 29 mai 1997](#), JOPF n° 24 N du 12/06/1997 à la page 1128
- [Arrêté n° 726 CM du 5 mai 2014](#), JOPF n° 37 N du 09/05/2014 à la page 6142
- [Arrêté n° 1899 CM du 22 novembre 2016](#), JOPF n° 96 N du 29/11/2016 à la page 14418
- [Arrêté n° 2553 CM du 6 décembre 2018](#), JOPF n° 100 N du 14/12/2018 à la page 24445
- [Arrêté n° 2226 CM du 2 octobre 2019](#), JOPF n° 81 N du 08/10/2019 à la page 19375
- [Arrêté n° 349 CM du 26 mars 2020](#), JOPF n° 27 N du 03/04/2020 à la page 5261
- [Arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020](#), JOPF n° 103 N du 25/12/2020 à la page 21299